

## Perspectives économiques 2013 - 2014 <sup>1</sup>

Service d'analyse économique de l'IRES

### Sur le chemin de la reprise

Même si la production industrielle mondiale et les échanges internationaux de marchandises demeurent en expansion, la reprise mondiale manque néanmoins encore de solidité. Le rythme auquel l'activité économique mondiale progresse reste en effet modéré. De fortes disparités de croissance subsistent par ailleurs entre régions. Au sein des pays les plus avancés, la croissance au 1<sup>er</sup> trimestre s'est renforcée aux États-Unis (+ 0,6 % par rapport au trimestre précédent), soutenue par un marché de l'emploi qui résiste à l'assainissement budgétaire et un marché immobilier qui continue à se redresser, de même qu'elle fut plus vigoureuse au Japon (+ 1 % par rapport au trimestre précédent) grâce à la bonne tenue de la consommation des ménages et à une accélération des exportations. En revanche, en zone euro, l'activité au 1<sup>er</sup> trimestre s'est contractée pour le sixième trimestre consécutif (- 0,2 % par rapport au trimestre précédent). Dans les pays émergents, la croissance reste plus élevée que dans les pays industrialisés, mais plusieurs pays fortement dépendants de la demande étrangère pâtissent de la morosité de la conjoncture internationale. La demande intérieure soutient néanmoins l'activité dans la majeure partie de l'Asie du Sud-Est, mais elle manque encore d'intensité dans les grandes économies émergentes (Inde, Chine, Brésil).

S'agissant des perspectives, les principaux indicateurs précurseurs de l'activité économique mondiale sont globalement orientés à la hausse. L'indicateur des directeurs d'achats pour l'ensemble de la production mondiale s'est ainsi fortement redressé en mai pour afficher un niveau (53,1) nettement supérieur au seuil critique de 50 marquant la frontière entre une situation d'expansion (>50) et une situation

*En Belgique, comme dans la plupart des pays voisins, le climat conjoncturel demeure trop déprimé pour espérer un raffermissement significatif de l'activité économique durant la seconde partie de 2013.*

*L'activité devrait en revanche s'accélérer l'an prochain.*

*Comme la reprise économique tend à se consolider aux États-Unis et que les perspectives de croissance des pays émergents restent favorables,*

*l'environnement international serait mieux orienté l'an prochain et les exportations belges retrouveraient de l'élan.*

*Une dynamique de croissance plus autonome basée sur la demande intérieure devrait ensuite progressivement s'enclencher, notamment si la situation du marché du travail s'améliore et la confiance des principaux acteurs économiques se rétablit. Malgré ces*

*évolutions plus positives, la croissance belge serait limitée à 1,3 % en 2014.*

<sup>1</sup> Le contenu de cet article résume l'étude de conjoncture publiée par le Service d'analyse économique de l'IRES dans le numéro de juillet 2013 de *Analyses économiques et prévisions*. Des renseignements sur cette étude peuvent être obtenus sur <http://www.uclouvain.be/3908.html>.

## Résumé des prévisions pour la Belgique

- La croissance belge devrait à nouveau être négative en 2013, de - 0,1 %, mais elle redeviendrait positive en 2014, à 1,3 %.
- Après avoir baissé de 8.800 unités en 2012, l'emploi devrait encore diminuer en 2013, de 2.800 unités, mais il augmenterait de 28.400 unités en 2014.
- En hausse de 24.200 unités en 2012, le nombre de chômeurs augmenterait à nouveau sur la période de projection, de 21.500 unités en 2013 et 11.800 unités en 2014.
- De 2,8 % en 2012, l'inflation des prix à la consommation redescendrait à 1,1 % en 2013 et 1,3 % en 2014.
- En tenant compte des mesures budgétaires décidées par le gouvernement, le déficit budgétaire des administrations publiques diminuerait à 2,5 % du PIB en 2013 et à 2,0 % en 2014.

### ... Sur le chemin de la reprise

de récession (<50). L'indice composite des directeurs d'achats pour la production industrielle mondiale, qui rend compte des perspectives à court terme de l'activité industrielle mondiale, évolue à un niveau légèrement supérieur au seuil critique. L'indicateur composite du secteur des services est, lui, plus nettement établi dans la zone d'expansion (53,7). Les indicateurs PMI des directeurs d'achats de la zone euro, aussi bien dans le secteur de l'industrie que des services, restent sous le seuil critique, mais ils se sont quelque peu redressés depuis mai. La zone euro apparaît donc toujours en récession mais le rythme auquel l'activité recule tend progressivement à diminuer. L'indicateur *IFO*, qui rapporte l'appréciation d'un panel d'experts internationaux à propos de la situation économique contemporaine et de son évolution à 6 mois, est remonté au-dessus de sa moyenne de longue période, ce qui n'avait plus été le cas depuis le 3<sup>ème</sup> trimestre 2011, les experts interrogés étant surtout plus optimistes par rapport à l'évolution future de l'économie mondiale. Les indicateurs *IFO* indiquent une amélioration à venir de la conjoncture économique dans presque toutes les régions, à l'exception de l'Amérique latine dont l'expansion économique future risque d'être ralentie par la dégradation de la compétitivité de plusieurs pays. L'ampleur de l'amélioration conjoncturelle varie entre régions, celle-ci étant forte pour l'Asie mais limitée pour l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale.

L'évolution récente des indicateurs prospectifs mondiaux laisse penser que l'économie mondiale devrait continuer à se redresser durant les mois à venir. La croissance de l'économie mondiale et du commerce international devrait cependant rester modeste à court terme. L'activité industrielle manufacturière demeure en effet déprimée dans la plupart des régions, ce qui aura pour effet de ralentir considérablement la croissance des échanges internationaux de marchandises. Plus généralement, d'importants freins à la croissance subsistent dans un grand nombre de pays avancés, les principaux étant la réduction des déficits budgétaires, l'effet dépressif du chômage élevé sur la croissance des salaires et la confiance des ménages, le faible degré d'utilisation des capacités de production, de même que la prudence des banques en matière d'octroi du crédit. Par ailleurs, même si leur activité économique est toujours en forte progression, les pays émergents n'ont toujours pas retrouvé des rythmes de croissance aussi élevés que ceux affichés avant la crise de 2008-2009.

Au-delà du court terme, les perspectives de l'économie mondiale demeurent fortement incertaines. Dans plusieurs pays, notamment au sein de la zone euro, le retour d'une dynamique de croissance durable demeure problématique et n'est donc pas assuré. Il nous semble néanmoins que la croissance de l'économie mondiale pourrait commencer à se renforcer à partir de la fin de l'année en cours. A cet hori-

## ... Sur le chemin de la reprise

zon, l'impact des facteurs qui handicapent actuellement la croissance de nombreux pays avancés devrait probablement être moindre qu'il ne l'est aujourd'hui. Cette perspective semble notamment possible aux Etats-Unis où, malgré l'austérité budgétaire, l'emploi a continué à augmenter de façon satisfaisante et la confiance des ménages s'est soudainement améliorée, ouvrant la perspective d'une croissance plus soutenue en 2014. De même, appuyée par des politiques monétaire et budgétaire expansionnistes, une reprise plus durable semble se mettre en place au Japon. Profitant de l'amélioration de l'environnement économique international, la croissance dans la zone euro devrait également se relever graduellement l'an prochain même si les programmes d'assainissement budgétaire devraient continuer à peser sur la demande intérieure. Dans ces conditions, la croissance des échanges internationaux devrait pouvoir compter sur une contribution plus importante des pays les plus avancés l'an prochain alors que, durant l'année en cours, elle devrait surtout être soutenue par les pays émergents.

**Tableau 1.**  
 Perspectives internationales  
 (pourcentage de variation par  
 rapport à l'année précédente, sauf  
 indications contraires)

Sources : CEE, AIECE, OCDE, FMI,  
 INS Prévisions : IRES

	2008	2009	2010	2011	2012	2013 <sup>P</sup>	2014 <sup>P</sup>
<b>Produit intérieur brut</b>							
Etats-Unis	-0,3	-3,1	2,4	1,8	2,2	2,1	3,0
Japon	-1,1	-5,5	4,7	-0,5	1,9	1,7	1,5
Zone euro	0,3	-4,3	1,9	1,5	-0,5	-0,6	1,1
<b>Prix à la consommation</b>							
Etats-Unis	3,8	-0,3	1,6	3,1	2,1	1,6	2,2
Japon	1,4	-1,3	-0,7	-0,3	0,0	0,1	1,7
Zone euro	3,3	0,3	1,6	2,7	2,5	1,5	1,9
<b>Commerce mondial</b>	1,7	-11,6	12,9	5,7	1,9	2,7	5,2
<b>Prix du pétrole<sup>1</sup> (\$ par baril)</b>	97,3	61,7	79,8	111,5	112,0	115,5	100,0
<b>Taux directeurs des banques centrales (fin de période)</b>							
Etats-Unis <sup>2</sup>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Zone euro <sup>3</sup>	2,50	1,00	1,00	1,00	0,75	0,50	0,50
<b>Taux d'intérêt à court terme<sup>4</sup> (fin de période)</b>							
Etats-Unis	2,25	0,30	0,30	0,50	0,30	0,20	0,20
Zone euro	3,30	0,60	1,00	1,30	0,10	0,10	0,10
<b>Taux d'intérêt à long terme<sup>5</sup> (fin de période)</b>							
Etats-Unis	2,40	3,60	3,30	2,00	1,70	2,80	3,80
Allemagne	3,20	3,10	2,90	1,90	1,20	2,00	2,80
<b>Taux de change Euro/US \$ (fin de période)</b>	1,34	1,43	1,32	1,32	1,31	1,30	1,30

<sup>1</sup> Brent de Mer du Nord

<sup>2</sup> Taux d'intérêt sur les fonds fédéraux

<sup>3</sup> Taux repo de la Banque centrale européenne

<sup>4</sup> Euro-marché à 3 mois pour Etats-Unis, Euribor pour zone euro

<sup>5</sup> Rendements des bonds d'Etat sur le marché secondaire (Etats-Unis : emprunts d'Etat à 10 ans; Allemagne : emprunts du secteur public de 7 à 15 ans)

## La Belgique toujours en panne de croissance

L'économie belge a stagné au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, prolongeant l'évolution morose observée depuis sept trimestres d'affilée. L'activité a accusé un important recul dans l'industrie (- 1,1 % par rapport au trimestre précédent) et elle n'a que peu évolué dans les services (+ 0,2 % par rapport au trimestre précédent).

Toutes les composantes de la demande intérieure montrent de la faiblesse. La consommation privée n'a ainsi que peu progressé, augmentant de seulement 0,2 % par rapport au trimestre précédent. Malgré une inflation en net recul par rapport à l'an passé, le pouvoir d'achat des ménages progresse peu en raison des fortes pertes d'emplois. En l'absence de progression de l'activité, l'emploi s'est en effet à nouveau contracté au 1<sup>er</sup> trimestre (- 5.000 emplois par rapport au trimestre précédent), demeurant sur la tendance négative observée depuis le 4<sup>ème</sup> trimestre 2011. Le secteur industriel est particulièrement touché (- 2.400 emplois) mais l'emploi baisse également dans le secteur des services (- 1.100 unités). Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés continue de croître, poussant le taux de chômage à 8,4 % en avril (contre 7,5 % un an plus tôt). L'investissement résidentiel souffre également de l'incertitude ambiante (- 1,9 % par rapport au dernier trimestre 2012), l'inquiétude par rapport au risque de chômage incitant les ménages à retarder leurs projets d'investissements. L'investissement des entreprises a stagné au premier trimestre 2013 alors que les taux d'intérêts sont à des niveaux très bas. Le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie, s'élevant à 75,2 % en avril, reste en effet bien inférieur à sa moyenne de long-terme (estimée à 80 %). L'accès au crédit bancaire demeure par ailleurs restrictif. La consommation publique s'est stabilisée mais les investissements publics ont lourdement chuté (- 9,4 % par rapport au trimestre précédent).

La faible conjoncture que connaissent plusieurs partenaires commerciaux de la Belgique, dont la zone euro, limite la contribution du commerce extérieur à la croissance. Au 1<sup>er</sup> trimestre, les exportations de biens et services ont ainsi reculé pour le deuxième trimestre consécutif (- 0,7 % par rapport au trimestre précédent). Comme les importations ont reculé à un rythme légèrement supérieur à celui des exportations, la contribution du commerce extérieur à la croissance du 1<sup>er</sup> trimestre fut positive mais d'un faible niveau.

## Scénario et prévisions 2013-2014

Au vu des développements économiques les plus récents, les conditions d'une dynamique de croissance autonome et durable font toujours défaut en Belgique. Un raffermissement significatif de la croissance économique est donc très peu probable à court terme. En particulier, en raison de la dégradation de l'emploi, la demande intérieure devrait demeurer très affaiblie à court terme. L'an prochain, grâce à un environnement économique international mieux orienté, la demande étrangère devrait soutenir davantage la croissance économique belge. La demande intérieure devrait encore manquer de dynamisme mais on peut néanmoins espérer que, grâce à la reprise des exportations, une dynamique de croissance plus autonome s'installera progressivement. Au total, le PIB belge devrait à nouveau reculer en 2013, de - 0,1 %. Il devrait en revanche s'inscrire à nouveau en hausse l'an prochain, à un rythme prévu de 1,3 % (cf. tableau 2).

La confiance des ménages et des entreprises ne s'est pas substantiellement améliorée au cours des mois récents et elle reste ainsi ancrée à des niveaux proches des planchers observés en 2009. En particulier, les perspectives d'embauche dans les différents secteurs d'activités restent faibles tandis que le risque de chômage continue à inquiéter de très nombreux ménages. Compte tenu de la faiblesse actuelle de l'activité, une reprise significative de l'emploi paraît illusoire à court terme. Au mieux, après avoir encore fortement baissé au

... *Scénario et prévisions*  
2013-2014

1<sup>er</sup> trimestre, l'emploi pourrait commencer à se stabiliser durant la seconde partie de l'année en cours. L'an prochain, parallèlement au raffermissement de l'activité qui est attendu, la demande de travail des entreprises devrait augmenter. La hausse du *volume* de travail<sup>2</sup> devrait néanmoins n'affecter que partiellement le *nombre* d'emplois en raison d'une hausse de la productivité horaire et de la durée moyenne du travail, le niveau de ces deux variables ayant baissé l'an passé. Ainsi, après avoir encore baissé de 2.800 unités en 2013, l'emploi intérieur augmenterait de 28.400 unités en 2014. Malgré le redressement de l'emploi, le chômage continuera à augmenter sur les deux années de la période de projection. Le nombre de *demandeurs d'emploi inoccupés* augmenterait de 21.500 unités en 2013 et 11.800 unités en 2014. Dans le cadre de cette évolution, le taux de chômage harmonisé tel que défini par Eurostat atteindrait 8,7 % fin 2014.

La faiblesse des créations d'emplois aura pour effet de freiner l'évolution du pouvoir d'achat des ménages sur la période de projection. La modération salariale y contribuera également. En 2013, les augmentations de salaires réels ont en effet été bloquées par le gouvernement et il est fait l'hypothèse qu'elles seront encore limitées en 2014 afin de réduire le handicap de compétitivité de la Belgique. Dès lors, bien que l'inflation soit en recul et qu'elle devrait être très modérée sur la période de projection (1,1 % en 2013 et 1,3 % en 2014), le pouvoir d'achat des ménages devrait augmenter de seulement 1,1 % en 2013 et 1,0 % en 2014 (cf. tableau 2). En 2013, étant donné l'inquiétude forte des ménages par rapport au risque de chômage, les gains de pouvoir d'achat serviraient surtout à augmenter l'épargne de précaution. De ce fait, la consommation des ménages n'augmenterait que de 0,3 %. En 2014, en comptant sur un renforcement progressif de la confiance des ménages grâce à la reprise de l'emploi qui s'amorcerait, les gains de pouvoir d'achat soutiendraient davantage les dépenses de consommation privée, qui augmenteraient de 0,8 %.

L'investissement résidentiel devrait rester fortement limité sur l'ensemble de l'année en cours (- 3,9 % par rapport à 2012). Il pourrait en revanche à nouveau repartir en hausse en 2014. On prévoit en effet que si la confiance des ménages s'améliore, les nombreux projets d'investissements résidentiels qui ont été reportés depuis 2012 pourraient se concrétiser l'an prochain. Toutefois, étant donné le faible nombre de permis de bâtir octroyés au début de cette année, la croissance de l'investissement résidentiel serait modeste en 2014 (+ 1,2 % par rapport à 2013).

A court terme, les entreprises devraient continuer à limiter leurs dépenses d'investissement. Tant dans l'industrie que dans les services, la demande n'est pour l'instant pas suffisamment soutenue pour nécessiter la création de nouvelles capacités. De surcroît, dans l'industrie, du fait de la faiblesse passée de la demande et de la production, d'importantes marges de capacités sont toujours présentes, celles-ci ayant même augmenté en début d'année. L'accès au crédit bancaire reste par ailleurs difficile pour certaines entreprises, notamment les PME, alors que les taux d'intérêt sont au plus bas. Dans ce contexte, l'investissement des entreprises accuserait un recul annuel moyen de 0,6 % en 2013. Les entreprises devraient en revanche à nouveau investir en 2014, le renforcement de la demande qui est attendu amenant progressivement une augmentation des besoins de capacités. A cet horizon, le niveau des taux d'intérêt devrait encore être faible et on peut espérer que les banques commenceront à assouplir les conditions d'accès au crédit. Dans cette phase de reprise encore modérée, l'investissement des entreprises augmenterait de 2,8 %.

La réduction du déficit budgétaire des administrations publiques freinera la croissance économique sur la période de projection. Pour 2013 et 2014, les objectifs

<sup>2</sup> Le *volume de travail* correspond au nombre total d'heures prestées par l'ensemble des personnes en emploi

**... Scénario et prévisions  
2013-2014**

budgétaires visés par le gouvernement sont un déficit de respectivement 2,5 % du PIB et 2,0 % du PIB, contre un déficit de 3,9 % en 2012<sup>3</sup>.

Etant donné la faiblesse de l'activité industrielle dans la plupart des régions dans le monde, et en particulier dans la zone euro, les exportations belges devraient continuer à manquer de dynamisme durant la seconde partie de 2013. A cet égard, les enquêtes réalisées auprès des industriels belges révèlent que le niveau des carnets de commandes étrangères a de nouveau baissé au deuxième trimestre et qu'il demeure ainsi à un niveau très en deçà de sa moyenne de long terme. Un raffermissement de la demande au cours des prochains mois n'est par ailleurs pas envisagé par les industriels, signe que les exportations devraient marquer un recul sur l'ensemble de l'année (- 1,4 % en moyenne annuelle). Grâce à une expansion plus marquée de l'économie américaine et des pays émergents, qui devrait intensifier les échanges de marchandises en 2014 et contribuer au raffermissement de l'activité économique de la zone euro, la croissance des exportations belges devrait en revanche se renforcer en 2014, pour atteindre 3,7 %.

En 2013, les importations belges devraient reculer de 1,8 %. Soutenues par la reprise des exportations et par une accélération progressive de la demande intérieure, elles seraient en revanche à nouveau en hausse en 2014, de 3,9 %.

En confrontant l'évolution respective des exportations et des importations, il résulte une faible contribution du commerce extérieur à la croissance en 2013, de 0,3 point, et une contribution nulle en 2014.

## Risques

Les risques qui pèsent sur nos prévisions sont importants (cf. encadré 2). Les taux d'intérêt à long terme se sont fortement relevés depuis la mi-mai et ils devraient continuer à augmenter à l'avenir. Une remontée plus rapide et plus forte que ce que nous entrevoyons serait défavorable au redressement de l'économie mondiale. Une telle remontée des taux d'intérêt à long terme pourrait notamment nuire au redressement du marché immobilier américain et à la situation budgétaire des pays européens les plus endettés. Le raffermissement de l'activité économique mondiale que nous entrevoyons pourrait aussi être remis en question par une aggravation des tensions géopolitiques au Moyen-Orient si celles-ci devaient notamment perturber de façon significative la stabilité des prix du pétrole. Dans la zone euro, du fait de l'absence prolongée de signes permettant d'entrevoir une sortie de la crise économique, la confiance des ménages et des entreprises pourrait stagner plus longtemps que prévu. Par ailleurs, la réalisation des objectifs de réduction des déficits budgétaires pourrait exiger des efforts budgétaires plus importants que prévu. La zone euro n'est pas non plus à l'abri d'une recrudescence des incertitudes entourant les solutions apportées au problème de la dette souveraine européenne. Aux Etats-Unis, le raffermissement de l'activité pourrait aussi être contrecarré par une politique budgétaire trop restrictive. À l'inverse, si le redressement du marché du travail se confirme aux Etats-Unis, celui-ci pourrait avoir des effets sur la croissance américaine plus importants que ceux escomptés dans notre scénario. La croissance des pays émergents pourrait également se renforcer plus rapidement que prévu à la suite d'une accélération de la mise en œuvre des réformes qui sont programmées dans certains pays. Dans ces deux cas, une reprise plus vigoureuse des échanges internationaux serait à envisager.

---

<sup>3</sup> Il est important de signaler que le déficit de 2012 est aggravé par la recapitalisation de la banque Dexia, dont l'impact budgétaire est estimé à 0,9% du PIB. Comme il s'agit d'une mesure ponctuelle, son impact est limité au budget 2012.

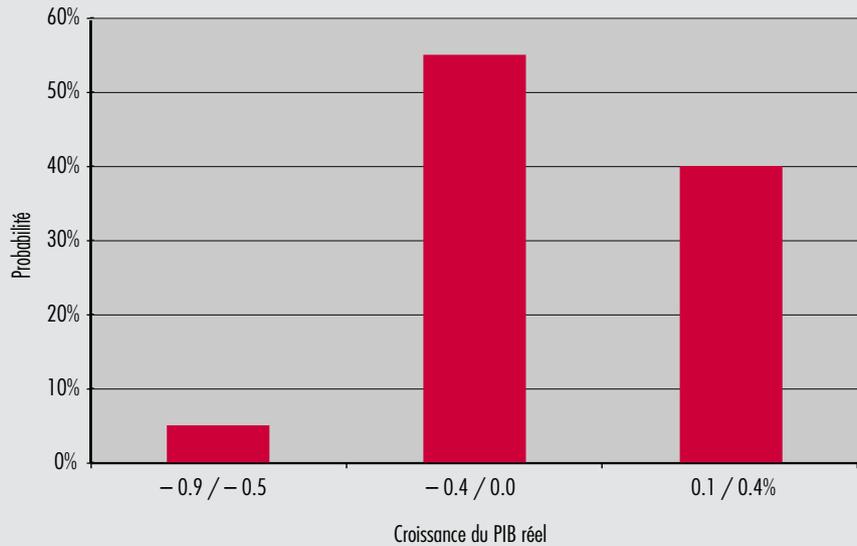
ENCADRÉ 2

**La prévision...  
au-delà du chiffre de  
croissance du PIB**

Comme c'est le cas pour beaucoup d'études conjoncturelles, le chiffre de croissance du PIB est sans aucun doute l'élément central autour duquel s'articule notre projection. Même s'il est particulièrement commode de pouvoir résumer nos perspectives économiques en un seul chiffre, une telle pratique a néanmoins pour défaut de ne pas rendre compte de manière chiffrée de l'incertitude qui entoure n'importe quelle prévision. En présentant notre prévision sous la forme de probabilités attribuées à différents intervalles de croissance du PIB, le graphique ci-dessous vise à combler cette lacune d'une manière simple\*.

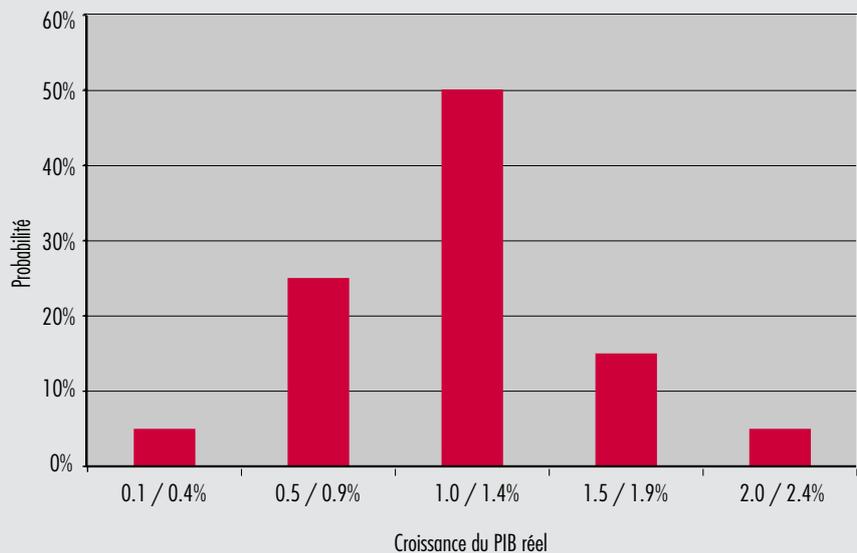
**Graphique A.** Perspectives de croissance belge pour 2013

Source : IRES, Service d'analyse économique



**Graphique B.** Perspectives de croissance belge pour 2014

Source : IRES, Service d'analyse économique



\* Les intervalles correspondent à ceux qui sont définis par la BCE dans son enquête sur la zone euro auprès des prévisionnistes professionnels.

**Tableau 2.**  
Prévisions de l'économie belge  
(pourcentage de variation par  
rapport à l'année précédente,  
sauf indications contraires)

Sources : ICN; Belgostat, INS Calculs  
et prévisions : IRES

	2008	2009	2010	2011	2012	2013 <sup>P</sup>	2014 <sup>P</sup>
PIB	1,0	-2,8	2,4	1,8	-0,3	-0,1	1,3
Consommation privée	2,0	0,6	2,7	0,2	-0,3	0,3	0,8
Consommation publique	2,7	1,9	0,7	0,8	0,4	0,6	1,1
Investissement	2,0	-8,4	-1,4	4,1	-0,6	-2,2	2,4
Entreprises	4,2	-10,2	-3,2	8,6	0,1	-0,6	2,8
Ménages	-2,7	-8,6	3,1	-5,3	-2,8	-3,9	1,2
Administrations	0,2	9,7	-3,1	5,3	0,9	-8,8	3,0
Demande intérieure (hors variation des stocks)	2,2	-1,2	1,4	1,2	-0,2	-0,2	1,2
Variations des stocks <sup>1</sup>	-0,2	-0,9	0,4	0,7	-0,3	-0,2	0,2
Demande intérieure totale	2,0	-2,1	1,8	1,9	-0,5	-0,4	1,4
Exportations de biens et services	2,1	-11,1	9,6	5,5	0,7	-1,4	3,7
Importations de biens et services	3,4	-10,6	8,9	5,7	0,6	-1,8	3,9
Exportations nettes <sup>1</sup>	-0,9	-0,7	0,7	-0,1	0,2	0,3	0,0
Prix à la consommation	4,5	-0,1	2,2	3,5	2,8	1,1	1,3
Indice "santé"	4,2	0,6	1,7	3,1	2,7	1,4	1,4
Revenu disponible réel des ménages	2,0	2,7	-1,6	-1,1	0,3	1,1	1,0
Taux d'épargne des ménages <sup>2</sup>	16,7	18,3	15,3	14,2	14,7	15,2	15,3
Emploi intérieur	1,8	-0,2	0,7	1,4	0,2	-0,1	0,3
Demandeurs d'emploi inoccupés	-5,2	9,8	2,3	-3,7	2,5	3,6	2,8
Taux de chômage <sup>3</sup>	7,0	7,9	8,2	7,2	7,6	8,5	8,7
Solde net de financement des administrations publiques (en % du PIB)	-1,3	-5,6	-3,8	-3,7	-3,9	-2,5	-2,0

<sup>1</sup> Contribution à la croissance du PIB

<sup>2</sup> En pourcentage du revenu disponible

<sup>3</sup> Nombre total de chômeurs, en pourcentage de la  
population active; concept Eurostat

*Cette étude a été réalisée sous la direction de Vincent Bodart, avec la collaboration  
de Rytis Bagdziunas, Vanessa Lutgen, Joël Machado, et Catherine Smith.  
A l'exception de Rytis Bagdziunas, tous les auteurs sont chercheurs à l'IRES.  
Rytis Bagdziunas est chercheur au CORE.*

Directeur de la publication :  
Vincent Bodart

Rédactrice en chef :  
Muriel Dejemeppe

Comité de rédaction : Paul Belleflamme,  
Vincent Bodart, Thierry Bréchet, Muriel  
Dejemeppe, Frédéric Docquier, Jean Hindriks,  
Marthe Nyssens, William Parienté

Secrétariat & logistique : Anne Davister

Graphiste : Dominos

**Regards Économiques** IRES-UCL

Place Montesquieu, 3  
B1348 Louvain-la-Neuve

[www.regards-economiques.be](http://www.regards-economiques.be)

[regard-ires@uclouvain.be](mailto:regard-ires@uclouvain.be)

tél. 010/47 34 26

ISSN 2033-3013